



## Édito

### **Les chiffres accablants des inégalités**

Le World Inequality Lab nous a livré début décembre son rapport annuel sur les inégalités mondiales. L'occasion de revenir sur des chiffres qui sont connus, mais qu'il est toujours utile de se remettre en tête. L'occasion aussi d'en ajouter de nouveaux puisque, pour la première fois, l'ensemble des continents a pu être étudié.

Les 10 % les plus riches de la planète captent 52 % du revenu mondial, tandis que la moitié la plus pauvre n'en gagne que 8 %. Les inégalités de richesse sont encore plus prononcées que les inégalités de revenus. La moitié la plus pauvre de la population mondiale est pratiquement dépourvue de patrimoine, puisqu'elle ne possède que 2 % du total. À l'inverse, les 10 % les plus riches en détiennent 76 % (avec des pointes à 80% sur certains continents).

L'accumulation de capital n'a cessé de croître depuis 50 ans. Dans les pays riches, le patrimoine représente plus de 6 fois le revenu annuel (5 fois en Allemagne). Une croissance due essentiellement au privé puisque le patrimoine public est désormais proche de zéro ou négatif dans de nombreux pays. Les nations se sont enrichies mais les États se sont appauvris.

Les ultrariches ont capté l'essentiel de cette croissance. Le taux moyen atteint, sur ces 25 dernières années, le chiffre de 5% par an pour les 0.001% les plus riches. Le top 1% a capturé 38% de la croissance du patrimoine.



Tous ces chiffres sont accablants, tout comme le sont ceux qui, pour la première fois, documentent les inégalités de genre et les inégalités environnementales. Il faudrait des pages et des pages pour en rendre compte. Le plus simple est de jeter un coup d'œil sur la [synthèse du rapport](#).

En France, les ultrariches n'auront pas eu à se plaindre du quinquennat d'Emmanuel Macron. L'Institut des politiques publiques (IPP) vient de montrer dans une [évaluation](#) approfondie des mesures fiscales et sociales d'Emmanuel Macron entre 2017 et 2022, que les inégalités s'étaient accrues entre le bas et le haut de l'échelle avec un dérapage en faveur du centile supérieur.

A l'heure où s'impriment les programmes des candidats à la présidentielle, on se dit que la fiscalité devrait normalement revenir au centre des préoccupations. La droite et l'extrême droite ont annoncé la couleur avec des surenchères pour alléger la fiscalité sur le patrimoine et l'héritage. De quoi alimenter encore la machine à fabriquer les inégalités. On attend désormais que la gauche soit claire et ambitieuse sur le sujet.

**François THIMEL, 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral**

# Sommaire

## Présidentielles 2022

p. **3** **Un point sur la campagne présidentielle**  
François THIMEL

## Actualités

p. **5** **Visite aux salariés de MAHLE**  
Morgan MASSONIE-VERNAY

p. **7** **Gare au bouquetin**  
François THIMEL

p. **8** **Établissements et services sociaux et médico-sociaux**  
Morgan MASSONIE-VERNAY

p. **9** **Quand la Gauche remporte les présidentielles au Chili : au-delà des images d'enthousiasmes et d'espoirs**  
Hernan URZUA

p. **13** **3 question à ....**  
Jean BOUTRY

## Vie fédérale

p. **14** **Du projet 2022 à la journée des militants**  
Morgan MASSONIE-VERNAY

p. **15** **Retour sur le Forum de l'éducation**  
Julien DEPREZ

p. **16** **Un plan d'action fédéral pour les mois à venir**  
François THIMEL

## HIDALGO!2022

### ET SI ON PARLAIT DES VRAIS SUJETS ?



2022avecHidalgo.fr



# Un point sur la campagne présidentielle

La décision d'Anne Hidalgo d'appeler à une primaire de la gauche a marqué un tournant dans la campagne. Les initiatives qui commençaient à germer dans les cartons doivent être revues à l'aune de cette réorientation. Point sur ce qui s'est fait et sur ce qui se fera peut-être.

## Déjà deux mois de campagne

Anne Hidalgo a commencé sa campagne à Lille avec son meeting d'investiture. Des tracts ont été rapidement disponibles et les sections d'Annecy, Annemasse et Thonon se sont mobilisées pour distribuer sur les marchés.

La fédération a ensuite mis l'accent sur la préparation du Forum éducation qui s'est tenu à La Roche-sur-Foron début décembre. Il était prévu que cette initiative constitue la première étape d'une série intitulée « La France à Voix Haute » consacrée à différents thèmes traités au plus près du terrain. Ce style de campagne convient bien à notre fédération attachée à des débats de fond et à du travail sur des propositions.

Avec le déplacement d'Anne Hidalgo en Savoie, la mobilisation est montée d'un cran. Les militants de Haute-Savoie ont largement tenu leur rang lors de la réunion publique d'Anne le soir à Cognin. L'occasion aussi d'entrer dans un premier contact direct avec la candidate et de découvrir son côté chaleureux et bienveillant.

De nouvelles distributions de tracts étaient prévues, un repas républicain début janvier avec Cédric Van Styvandeal, maire de Villeurbanne et référent régional d'Anne Hidalgo et des projets avec Najat Vallaud Belkacem entraînent dans les tuyaux quand « l'annonce de Poitiers » est intervenue. L'idée d'une journée de la candidate à Chamonix avait même commencé à germer et les premières notes avaient été échangées avec l'équipe de la candidate..

## Un mois de janvier décisif

La décision de rallier la primaire populaire rebat évidemment les cartes. Dans le temps présent, plusieurs incertitudes pèsent encore sur ce processus, la première étant de savoir si Yannick Jadot, qui subit des pressions importantes, y compris dans son camp, choisira ou non d'y participer. Sur le plan des modalités (organisation du vote, nature du corps électoral, conditions de la « campagne interne », ...) les discussions sont en cours et rien ne permet de dire comment les choses précisément s'organiseront.

La tournure que prendra la campagne qui, en février, s'amorcera sous la conduite du (ou de la) candidat(e) qui sortira du processus constitue aussi un motif d'interrogation. Les initiateurs de cette primaire ont mis sur la table dix propositions très générales auxquelles ils demandent aux candidats de se soumettre. Mais d'une façon ou d'une autre la question du programme se posera. Tout comme se poseront les questions de force militante et de financement.

Tous ces sujets sont en train de se discuter dans un contexte qui évidemment laisse perplexe nombre de militants. Car au-delà des inconnus et des doutes qui caractérisent cette « primaire », c'est bien toute la question de l'avenir de la gauche qui est posée. La façon dont se déroule cette élection présidentielle remet en lumière les difficultés de fond qu'engendre une recomposition de la gauche qui, à l'évidence, n'est pas achevée.



2022avecHidalgo.fr



# Un point sur la campagne présidentielle

## En attendant la campagne continue

C'est le message que la fédération s'est attachée à faire passer lors d'une récente conférence de presse tenue en présence de la presse régionale quotidienne.

La campagne continue d'abord parce qu'il va falloir parler programme. Les propositions qu'Anne Hidalgo a commencé à distiller à plusieurs occasions et ont vocation à être reprises dans un document à paraître en janvier. S'il y a, pour les socialistes, un travail prioritaire qui peut être d'une quelconque utilité pour la gauche, c'est bien celui-là : bâtir un programme, le faire connaître et en débattre.

La campagne continue ensuite parce que dans une primaire, quelle qu'en soit la forme, les socialistes ne vont pas raser les murs. Certains pensent encore que pour que la gauche gagne il faut que les socialistes soient au fond du trou. Triste raisonnement qui ne peut conduire qu'à un échec général. Notre devoir est de réagir. Si ça doit être dans cette primaire, nous serons présents.



**François THIMEL**  
1<sup>er</sup> secrétaire fédéral

# Visite aux salariés de MAHLE

## Chronique d'une désindustrialisation qui appelle une réponse politique de fond !

Vendredi 17 Décembre 9h30, il souffle un air frais sur Annecy ; un air particulièrement glacial sur Chavanod ! Avec François Thimel, nous rencontrons les syndicats représentatifs de la société MAHLE. Leurs 107 postes sont perdus ! Eux-mêmes l'avouent ; ils veulent faire de leur combat une alerte sur le devenir de la métallurgie française. Ils n'imaginent pas sauver leur outil de production, mais espèrent obtenir des conditions correctes pour leur avenir. Deux questions nous taraudent. Comment en sommes-nous arrivés à ce point ? Comment pouvons-nous les soutenir ? Un rapide retour historique s'impose.

La société industrielle pour la fabrication de coussinets (SIC) a ouvert ses portes en 1946, à Annecy. Elle se situait rue des Coussinets, dans la zone de Vovray. L'entreprise fait partie du secteur de la métallurgie des alliages. Elle fabrique des coussinets de bielle, une pièce indispensable au moteur thermique.

C'est un équipementier de l'industrie automobile. Un de ceux qui défrayent la chronique régulièrement sur fond de transition écologique, d'évolutions technologiques, de réductions des coûts, de délocalisations et de suppressions de postes.

Les représentants syndicaux retracent l'histoire récente de leur entreprise. D'abord, la demande de renoncer à certains de leurs acquis pour diminuer le coût de leur travail. Puis la mutualisation des postes pour diminuer la masse salariale. La formation des salariés des « sociétés-sœurs » développées en Slovaquie et en Chine.

Enfin, le transfert de la production vers ces sociétés, la fermeture prochaine de leur site et la perte de 107 emplois, sans compter les sous-traitants. Ils dressent pourtant le portrait d'une société qui se porte bien.

### Une société rentable

Une société qui emploie plus de 70.000 salariés dans 36 pays du monde. Une société dont le chiffre d'affaire s'évalue en milliards d'euros. Mais une société qui fait évoluer son outil de production essentiellement par la croissance externe ; elle rachète des petites entreprises qui ont mis au point des technologies et des moyens de production innovants. .



Elle apporte l'industrialisation des processus. Les salariés savent que le moteur thermique a encore quelques années devant lui. Ils sont néanmoins conscients que la transition écologique est un incontournable à plus longue échéance. Un incontournable dont ils souhaitent se saisir. Ils ont fait valoir leur désir de faire évoluer leur outil de production et leurs compétences.

Leurs propositions et alertes n'y feront rien, pas plus que l'argent public dont l'entreprise a bénéficié. Le 18 Novembre, le CSE a appris que le site était appelé à fermer. Quinze minutes plus tard, l'ensemble des salariés était douché par cette nouvelle. Cette fermeture se passe dans un relatif anonymat. Malgré deux articles dans la presse quotidienne locale et un passage sur France 3 (national et régional), aucun soutien ne leur a été manifesté avant notre visite.

A l'issue de cette rencontre, nous définissons avec eux les modalités de notre soutien. Nous l'exprimerons en deux temps. La fédération commencera par un communiqué de presse. Son but est d'alimenter la faible mais réelle dynamique médiatique qui s'initie. Dans un second temps, nous préparerons une note de présentation à destination de nos élus municipaux, régionaux et nationaux afin d'attirer leur attention.

Le drame social qui se joue chez MAHLE doit être considéré comme une alerte supplémentaire quant à l'état de notre outil industriel tant local que national. Contrairement à l'idée véhiculée par l'actuel président de la République, le dialogue (et éventuellement le combat) social ne se limite pas à une question interne à l'entreprise. Le travail est politique ; il constitue un élément substantiel de notre contrat social.

## Visite aux salariés de MAHLE (suite)

Sur fond de transition écologique et de mutations technologiques, il n'est plus possible de perpétuer une politique industrielle se cantonnant à une diminution des coûts et à des mesures d'affichage financier face aux situations d'urgence.

La réduction des coûts affaiblit notre modèle social en tarissant son mode de financement. Elles nous exposent à une concurrence structurellement moins chère.

Les réformes dites « de compétitivité » sont vaines, voire génèrent une forme d'insécurité sociale. Emmanuel MACRON renvoie à l'Europe la définition d'un plancher de droits sociaux, commun à l'ensemble des pays de l'Union. Cette position est dangereuse. Elle nie le rôle et les capacités de la puissance publique nationale en termes de politique économique et plus particulièrement industrielle. Elle prend le risque de creuser la défiance vis-à-vis des institutions européennes.

Certains pays européens ont une tradition de dialogue social forte et ne souhaitent pas d'un plancher imposé par une autorité administrative. Il en va ainsi pour le Danemark ou la Finlande.

Il est possible de sortir de cette impasse en réfléchissant au renforcement du dialogue social dans nos entreprises.

La représentation des salariés au sein des conseils d'administrations peut être un moyen de ce renforcement. Sa mise en œuvre nécessite de bien peser les enjeux liés à cette participation, avec nos partenaires traditionnels. D'un côté, cette mesure peut déstabiliser une entreprise. D'un autre côté, elle rend incontournable la prise en compte du travail (ses conditions, ses moyens, sa rémunération, son évolution, ses outils) dans la stratégie de l'entreprise.

L'intervention sous forme d'aides financières ponctuelles appelle également une refonte. Ces aides ne sont pas toujours doublées d'un soutien, d'un regard ni d'un suivi concernant la stratégie de l'entreprise. Leur utilisation peut alors être absconse quand elle n'est pas dévoyée.

Les moyens financiers engagés peuvent alors manquer pour l'élaboration et le pilotage d'une politique industrielle construite sur notre recherche fondamentale et appliquée, l'identification des forces de nos territoires, la définition des perspectives industrielles viables et l'adaptation de notre force de production matérielle et humaine.



© Grégory Yetchmeniza / Le Dauphiné Libéré / Photo PQR / MaxPPP

**Morgan MASSONIE-VERNAY**  
Secrétaire fédéral aux études et au projet

# Gare au bouquetin

Dans le difficile dossier des bouquetins du Bargy, la tension a franchi un nouveau cap ces dernières semaines. L'apaisement, plus que jamais nécessaire pour trouver une solution à un problème complexe et, en tout état de cause douloureux pour la filière laitière et pour le territoire concerné, ne semble pas à l'ordre du jour. Ce constat est particulièrement inquiétant.

En 2020 le préfet avait rédigé un projet d'arrêté qui en autorisant -en plus d'un effort accru de capture permettant d'éliminer des animaux malades avec certitude- un abattage indiscriminé d'une soixantaine d'animaux non marqués dans la zone cœur, paraissait raisonnable et semblait pouvoir dessiner une bonne voie de compromis. Campant sur des positions très intransigeantes, les associations environnementalistes ont refusé cette voie qui pourtant ouvrait une perspective de solution susceptible d'aboutir à une extinction de la maladie.

La découverte d'un nouveau foyer brucellique début novembre dans un troupeau laitier de Haute-Savoie est venu rebattre les cartes. Des suspicions sur une dizaine d'autres élevages sont en cours. Les tonnages importants de fromages sont bloqués. Au terme de la réglementation, le troupeau bovin de 220 têtes (vaches laitières et la suite) doit être abattu dans les 30 jours. C'est un drame pour l'éleveur qui doit pouvoir bénéficier de la compréhension et du soutien total de la population.

Dans un contexte difficile pour les éleveurs de montagne qui doivent réapprendre à vivre avec une faune sauvage qui occasionne des dégâts réels sur les troupeaux, une réelle compréhension de la situation des acteurs de la montagne constitue un point de passage obligé. La filière fromagère au lait cru subit une pression qui ne peut pas être ignorée. Tout comme ne peut pas être ignorée la nécessité de préserver une faune sauvage qui a toute son importance dans les équilibres écosystémiques de nos territoires notamment quand il s'agit de la montagne.

L'extinction de la maladie est possible mais elle prendra du temps. Les connaissances ont fortement progressé ces dernières années. Selon les scientifiques, une gestion adaptative et sectorisée constitue la seule manière d'aborder raisonnablement le problème. Encore faut-il pour ne pas la compromettre accepter de se départir des principes qui conduisent à l'impasse : le refus d'abattage de bouquetins non préalablement testés positifs et l'abattage total des bouquetins qui techniquement ne semble pas être la solution.

Sans une reprise dans les mois qui viennent d'un dialogue entre les parties, le risque d'un dérapage violent au printemps n'est pas à exclure. Il importe que tout soit mis en œuvre pour que les affrontements physiques soient évités. Les élus locaux, au côté de l'État, ont un rôle important à jouer. Ils doivent trouver les mots pour faire en sorte que la profession agricole et les associations environnementalistes reprennent le chemin d'un dialogue plus qu'indispensable.



La détresse des éleveurs dramatiquement impactés doit être comprise, la solidarité doit être au rendez-vous et une vision réaliste doit s'imposer. La désobéissance civile, d'où qu'elle vienne ne peut pas constituer une solution.

**François THIMEL**  
1<sup>er</sup> secrétaire fédéral

# Établissements et services sociaux et médico-sociaux

## Retour sur le communiqué de presse du 4 Novembre

Début Novembre, la fédération socialiste de Haute-Savoie a réalisé un communiqué de presse pour dénoncer la situation critique du secteur social et médico-social en Haute-Savoie.

Sur fond d'obligation de vaccination et de lutte pour la revalorisation des salaires, les mouvements sociaux impulsés par les salariés de ce secteur bénéficient d'une large couverture médiatique.

Ici la pénurie de personnel met en danger les résidents. Là, l'affaissement des rémunérations du secteur génère une intenable concurrence avec le travail frontalier et entraîne la fuite du personnel qualifié. La suppression progressive d'acquis sociaux tels que quelques jours de congés supplémentaires ajoute au malaise des professionnels.

Dans le même temps, les attentes des autorités de tarification évoluent vers une véritable tutelle. Ces dernières exigent des indicateurs quantifiant l'activité, des conventions de partenariat structurant le travail en réseau.

Une profonde crise des vocations en naît. Déboussolés par l'impression de passer plus de temps à expliquer et à répondre de ce qu'ils font plutôt que de le faire, les professionnels s'interrogent sur le sens de leur travail.

La possibilité d'un communiqué de presse commun aux personnels des secteurs social, médico-social et hospitalier a été envisagée. Les situations de ces secteurs présentent de nombreuses similitudes (attractivité salariale, gouvernance pas toujours adaptée à la nature de l'activité, panne des vocations...).

La proximité historique est également une réalité, plus encore entre le secteur médico-social et le secteur hospitalier. Cette proximité s'est néanmoins traduite de manière inégale dans les décisions issues de la crise de la COVID 19. Sommés de se faire vacciner pour continuer d'exercer, les professionnels du secteur médico-social n'ont, pour autant, pas tous été bénéficiaires du SEGUR.

Aussi, la fédération a tenu à réagir et à témoigner de son soutien direct envers les professionnels de ce secteur. Nous envisageons la possibilité d'apporter ultérieurement un soutien au secteur hospitalier.

Ce communiqué de presse n'a pas été repris par la presse régionale. Nous l'avons fait parvenir directement aux organisations syndicales et aux organismes gestionnaires.



**Morgan MASSONIE-VERNAY**  
Secrétaire fédéral aux études et au projet

# Quand la Gauche remporte les présidentielles au Chili : au-delà des images d'enthousiasmes et d'espoirs

## Soulagement !

C'est le mot qui résume le mieux la victoire de Gabriel Boric, candidat d'une gauche radicale au Chili. Je pense que c'est le mot qui met d'accord toutes les composantes de la gauche et de la société civile chilienne.

## Pourquoi ?

Parce qu'au soir du 1er tour de l'élection présidentielle, le candidat d'extrême droite José Antonio Kast est arrivé en tête et que l'addition des voix de tous les électeurs des candidats de gauche ne dépassait pas l'addition des voix des candidats de droite. La victoire, c'est surtout l'implication du peuple de gauche chilien pour mobiliser les abstentionnistes pour le second tour.

Avec + 6,6% de participation, il y a eu 1,15 millions de votants de plus au second tour pour atteindre une participation de la population à 55,63% !



## La douche froide du 1er tour pour la gauche chilienne et la crainte d'un double échec, électoral et institutionnel

Au lendemain du 1er tour des présidentielles, le résultat fut une douche froide pour la gauche chilienne. En effet le total des voix de la droite, avec un candidat d'extrême-droite arrivé en tête du 1er tour (27,91%), additionné au candidat-ovni libéral-antisystème (12,81%) et au candidat de la droite sortante (12,79%) éclaboussé par le scandale du président actuel, atteignait les 53,51% !

Ce résultat mettait en danger le processus de nouvelle constitution par un candidat d'extrême droite qui se réclamait de l'héritage pinochetiste et d'un soutien moral à des Trump, Bolsonaro ou de Vox en Espagne.

Car il y a un peu plus d'un an, en octobre 2020, un référendum approuvé à 79% (même s'il y eut seulement 44% de participation) déclençait le processus pour une nouvelle constitution, pour remplacer celle élaborée en pleine dictature de Pinochet établie en 1980 (une constitution néolibérale qui privilégie le business avant tout autre considération). Même si la « constitution de Pinochet » a été révisée plusieurs fois, le processus d'approbation nécessite les 2/3 des représentants élus. Et donc convaincre une partie de la droite libérale imprégnée du néolibéralisme imposé sous la dictature.

## L'espoir institutionnel d'une nouvelle constitution

Même si, sous la présidence de la socialiste Michelle Bachelet, une tentative d'élaboration d'une nouvelle constitution a été commencée, elle a été interrompue par l'arrivée d'un nouveau président libéral mais également par le peu d'enthousiasme de la population pour le sujet en 2017. La constitution néolibérale de 1980 est considérée comme la mère de toutes les inégalités, régulièrement contestée suite aux manifestations estudiantines des années 2000 et 2010 et la dénonciation des inégalités .

La constituante élue en octobre 2020 a été la solution pour sortir d'une violente crise politique qui a commencé en octobre 2019 (26 morts et plus de 2000 blessés). Cette crise politique, qui s'est étalée sur plusieurs mois, a commencé par une revendication du pouvoir d'achat, revendication très vite transformée en désir de changement social qui s'est cristallisé sur la constitution de Pinochet.

Une crise type « gilet-jaunes » qui a réussi pour deux raisons principales :

- elle a commencé au printemps austral (octobre 2019) et pas à la fin de l'automne comme en France (17 octobre 2018) ;

## Quand la Gauche remporte les présidentielles au Chili : au-delà des images d'enthousiasmes et d'espoirs

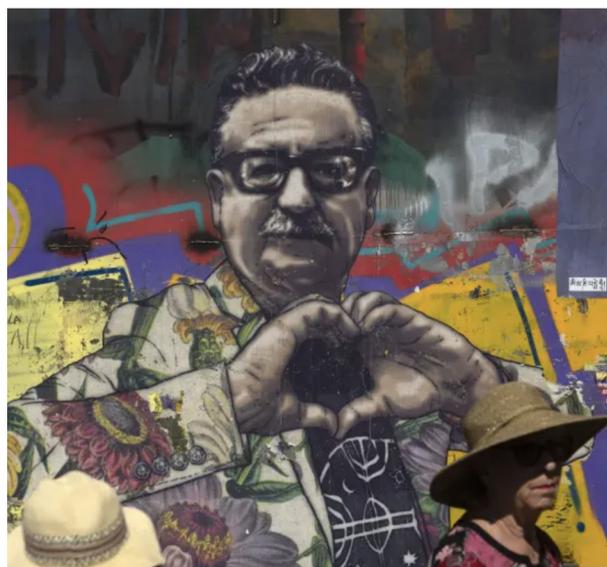
• la décrédibilisation du président d'une droite dure par une déclaration surréaliste le 20 octobre 2019 : "Nous sommes en guerre contre un ennemi puissant, implacable, qui ne respecte rien ni personne et qui est prêt à faire usage de la violence et de la délinquance sans aucune limite." Déclaration qui a réveillé le souvenir des répressions sous la dictature jusque chez les anciens et enfants de réfugiés politiques de la dictature de Pinochet. Après la sidération initiale, la déclaration a fait basculer une grande partie de l'opinion publique dans un soutien massif aux manifestants, par des grèves et des manifestations de grandes ampleurs, 2 millions de manifestants le 25 octobre sur 18 millions d'habitants, qui ont paralysé le pays quelques mois avant la crise de la Covid, et ceci malgré la guerre des images entre les violences des émeutiers sur les grandes chaînes de TV et celles de la police sur les réseaux sociaux.

### Scandales et fatigue démocratique

Le retour à la démocratie n'a pas inversé une dépolitisation de la population. La dictature a cassé le tissu militant et syndical par la répression et l'exil, les difficultés (pour ne pas parler de misère) économiques ont détourné le temps politique dans la recherche de ressources pour subvenir au foyer. Le néolibéralisme a accéléré le processus et a créé un citoyen individualiste piégé par son désir de consommer et la facilité d'accès aux crédits de consommations mais pas aux remboursements.

Une repolitisation s'est faite à travers une jeunesse durant les grandes manifestations estudiantines des années 2000 et 2010. Et c'est cette génération qui arrivera en mars 2022 au pouvoir. Cette jeunesse reproche à leurs aînés de ne pas en avoir fait assez. Entre autres de ne pas avoir changé la constitution de Pinochet de 1980. Elle a continué à se mobiliser ces dernières années sur des thèmes environnementaux et sociétaux, l'acceptation de l'homosexualité, le rejet du patriarcat et la reconnaissance des injustices que subissent les peuples premiers.

Elle oublie qu'au sortir de la dictature (1989), l'armée est non seulement puissante mais elle est soutenue par une bonne partie de la population pour l'avoir sauvée du « péril rouge ». C'est seulement après l'arrestation de Pinochet en Angleterre à la demande d'un juge espagnol en 1998 et le débat dans la société sur l'arrestation du « sauveur du Chili » que le prestige du général Pinochet a commencé à palir. Définitivement entaché quand des scandales d'enrichissement de proche (sa femme et ses enfants) sont ressortis. La repolitisation de la société n'a jamais été suffisante pour sortir de l'immobilisme constitutionnel de Pinochet pour faire changer les lois en profondeur. L'héritage économique de Pinochet étant en diminution mais toujours très influente.



Surtout que macro-économiquement le Chili était un des rares pays d'Amérique du Sud à s'en sortir, l'instabilité économique provoquant une immigration latino-américaine et une xénophobie que nous connaissons bien en France, péruvienne, vénézuéliennes et l'accueil de la présidente Socialiste Bachelet d'une « minorité visible » haïtienne après le terrible tremblement de terre de 2010.

Les scandales des dernières présidences ont amplifié le sentiment anti-système d'une grande partie de la population. La présidente socialiste Michelle Bachelet a été atteinte indirectement par un scandale qui concernait sa belle-fille et qui a obligé le fils de la présidente à démissionner de son mandat public. .

## Quand la Gauche remporte les présidentielles au Chili: au-delà des images d'enthousiasmes et d'espoirs

L'abstention des élections présidentielles de 2017 a laissé gagné Sebastian Piñera une sorte de Berlusconi déjà président du Chili entre 2010 et 2014. Il a récemment été rattrapé par les révélations des Pandora papers ce qui a affaibli la droite et fait émerger le candidat d'extrême-droite mais également un candidat anti-système qui a fait toute sa campagne sur les réseaux sociaux depuis les États-Unis pour ne pas avoir à payer la pension alimentaire de son ex-femme.

Les partis au pouvoir depuis le retour de la démocratie ont un énorme déficit de popularité qu'ils soient de droite ou de gauche.



Le Chili, comme beaucoup de démocraties, est gagné par un découragement envers les changements que peut apporter la démocratie et une défiance envers tout ce qui est perçu comme d'un « ordre ancien », qu'il soit de gauche ou de droite depuis la sortie de la dictature.

Les deux candidats du second tour sont donc des candidats perçus comme hors-système: Gabriel Boric issu des luttes estudiantines des années 2010 et député depuis 2014 porte étendard d'une gauche radicale et José Antonio Kast issu d'un conservatisme d'extrême droite pour un rétablissement de l'ordre, suite aux contestations de 2019 et des luttes indigènes indépendantistes qualifiées de terroristes durant la présidence actuelle.

### Les raisons de la victoire ?

C'est la peur d'un retour en arrière incarné par Kast et sa vision ultra conservatrice, autoritaire voire martiale, qui fait que toute la gauche a été unie pour appeler à voter pour le candidat de gauche, de la gauche protestataire à celle décrédibilisée de gouvernement en passant surtout par la société civile: un appel massif à voter Boric pour ne pas perdre toutes les avancées des luttes sociétales et féministes de ses dernières années et qui a permis durant la campagne d'entre-deux tour de mobiliser un électorat abstentionniste.

Le président le mieux élu depuis le retour de la démocratie ne l'a été que par 55,63% des inscrits.

### Les difficultés futures de la présidence Boric

Alors que Gabriel Boric sera officiellement président le 11 mars 2022, comment combler les espoirs et attentes de changements des électeurs qui ont porté Boric au pouvoir?

### L'impatience du changement ?

Le futur président est déjà qualifié de tiède (voire de social-démocrate) par une gauche impatiente. Son programme ne serait pas assez redistributif, pas assez audacieux, pas assez à gauche. Une partie des manifestants radicalisés après la répression du pouvoir en place considère Boric comme celui qui a cassé l'élan révolutionnaire des révoltes de 2019 avec la proposition de constituante considérée comme un compromis avec la droite au pouvoir.

# Quand la Gauche remporte les présidentielles au Chili : au-delà des images d'enthousiasmes et d'espoirs

## Les contraintes issues des élections

La chambre élue est à 50%-50% entre les composantes de la droite et de la gauche. Pour faire passer des grandes réformes, il faut le vote des 2/3 de la Chambre. Est-ce qu'il faudra faire des compromis ? Faudra-t-il attendre la nouvelle constitution ? Est-ce que la constituante saura dégager une majorité pour proposer une nouvelle constitution soumise à référendum ?

## Les contraintes économiques

Au Chili, beaucoup plus qu'en France, l'économie est au main d'un petite oligarchie financière et volatile. Quand l'extrême-droite est arrivée en tête du 1er tour, la bourse a pris +9,25% alors qu'après les résultats du second tour et de la victoire de la gauche, la bourse a perdu -6,83%. Mais c'est plus la crise de la sortie de crise de la Covid-19 et la lenteur de la reprise économique mondiale qui ralentiront une réforme fiscale qui permettrait une baisse des inégalités.

De plus, le Chili est un pays dépendant du cours des matières premières, concernant le cuivre hier et demain par le lithium des batteries. C'est la croissance de la mondialisation et le développement économique de la Chine qui a permis à la gauche de gouvernement d'engager des réformes.



« D'autres hommes viendront à bout de ce moment gris et amer, où la trahison tente de s'imposer. Sachez que, bien plus tôt que tard, les grandes avenues par lesquelles passe l'homme libre s'ouvriront à nouveau pour construire une société meilleure. »

## Comment faire gagner la gauche en France?

En France nous avons connu une médiatisation des thèmes d'extrême-droite à travers le story-telling de la candidature Zemmour.

Anne Hidalgo est fille de Républicain espagnol. Elle sait... Elle connaît les dégâts d'une extrême-droite et le temps que met la gauche à s'en remettre. Elle a rappelé dans son discours de Perpignan du 12 décembre cette histoire douloureuse.

C'est pour cela qu'Anne Hidalgo à proposer une primaire à toute la gauche. Quitte à se contredire dans la journée elle a décidé de s'engager dans un processus de Primaire. Anne Hidalgo espère casser cette extrême-droitisation du débat et remettre au coeur des thématiques de gauches que les citoyennes et citoyens puissent se réapproprier. Je rajouterai qu'à cause de la défiance ambiante, ce seront les discussions « par le bas » qui crédibiliseront les thématiques de gauches, La crédibilité ne passera pas forcément par les grands débats télévisés.

## À chaque citoyennes et citoyens de gauche de s'engager dans la campagne présidentielle !

### Bibliographie

- Une victoire qui fait du bien dans la morosité chilienne ET française : [Libération](#) ; [Courier International](#).
- Wikipédia pour les données sur les élections (résultats et sondages ) et les mobilisations sociales de 2019 : [élections de 2021](#) ; [élections de 2017](#)
- La récupération de la victoire au Chili : [Le Parisien](#) ; [Libération](#).
- Après l'enthousiasme de la victoire l'analyse de la marge de manœuvre du prochain président élu : [Libération](#) ; [Cultures Monde](#) sur France Culture ; [Entretien](#) avec un communiste pragmatique maire d'une ville de banlieue pauvre de La capitale.

### Filmographie:

- [Tous les films de Patricio Guzmán](#)
- Mon ami Machuca de Andrés Wood (2004)
- Mais aussi il existe toute une série de films sur des sujets sociétaux qui vont de la délinquance aux luttes féministes en passant par la discrimination des minorités qu'elles soient de genres ou ethniques.

Hernan Urzua Aviles, enfant de l'exil du coup d'État chilien du 11 septembre 1973

## 3 question à ....

### Jean BOUTRY au sujet de la Primaire populaire

#### Comment as-tu accueilli le projet de Primaire populaire ?

J'ai assez vite répondu à l'appel des initiateurs de la Primaire (à l'été), car je trouvais la gauche bien mal engagée dans la présidentielle, et j'étais convaincu que le/la candidat socialiste ne pourrait pas rassembler compte tenu de la mauvaise cote du PS dans l'opinion.

#### Qu'est-ce qui te séduit le plus dans ce mode de scrutin ?

Dans le contexte terrible de droitisation de l'opinion, de succès des postures populistes et démagogiques, je pense que l'éparpillement de la gauche n'offre pas d'alternative crédible aux électeurs qui craignent, à raison, le risque de l'extrême droite. Il faut donc rassembler le plus possible les partis et mouvements qui considèrent que les enjeux majeurs sont la réponse aux défis de la transition écologique et de la réduction des inégalités.

Le mode de scrutin en tant que tel (le jugement majoritaire) à ceci d'intéressant qu'il permet aux votants de coter les candidats, sans les contraindre à n'en choisir qu'un.

On avait testé avec intérêt ce mode de scrutin pour la préparation de la liste qui a gagné Annecy.

#### Comment convainrais-tu les hésitants du PS ?

En leur disant que la recherche du rassemblement autour de ces deux enjeux est plus importante que l'avenir du PS, que de toute façon nous sommes en très mauvaise posture et que nous devons reconstruire... malheureusement à ce jour la Primaire populaire semble avoir très peu de chances de succès !

Toutes les questions que vous vous posez sur la Primaire populaire : [ici](#).



LA PRIMAIRE  
POPULAIRE

# Du projet 2022 à la journée des militants

Dans le dernier bulletin fédéral, nous abordions la programmation prochaine d'un évènement en lien avec le projet socialiste pour 2022. Cette rencontre était programmée le Samedi 29 Janvier. La salle était réservée, la présence des intervenants validée, la communication auprès de l'ensemble des camarades de la fédération entamée. Alors que nous apprêtions à entamer la dernière ligne droite, cette partition a été remise en question par le ralliement d'Anne HIDALGO à la primaire populaire.

Subitement, la date ne convint plus ; le 29 janvier tombe pendant le scrutin pour la primaire. Sensibiliser les militants à notre projet n'apparut plus comme un objectif d'actualité ; il est désormais question d'être, ou non, représenté lors de l'élection présidentielle. Il fallu envisager, sous-peser, les différentes options à notre disposition. Maintenir la date du 29 Janvier présentait l'assurance d'une faible participation étant donnée la collision avec le programme de la primaire populaire. L'avancer au 22 janvier nous obligeait à repenser l'objectif de cette journée, revoir les moyens à solliciter sans certitude que le parti puisse nous soutenir.

Décaler la journée de quelques semaines nous a semblé être la solution la plus judicieuse. Nous avons proposé au conseil fédéral de programmer cette journée après les vacances scolaires, le 5 Mars. Elle nous permet d'adapter les objectifs et l'organisation en tenant compte de l'issue du processus de la primaire populaire. Le conseil fédéral du samedi 18 Décembre a validé cette proposition.

Nous travaillerons autour de trois axes :

- Quelle est l'identité socialiste en ces temps de pouvoir macroniste, de craintes du lendemain et de repli identitaire ?
- Comment le projet socialiste incarne-t-il cette identité ?
- Comment pouvons nous soutenir nos candidates et candidats aux élections législatives de Juin ?

Alors à vos agendas, nous avons désormais une date : **le 5 Mars 2022**.

Nous ne manquerons pas de communiquer sur le contenu quand il s'affinera.



**Morgan MASSONIE-VERNAY**  
Secrétaire fédéral au projet et aux études

# Retour sur le Forum de l'éducation

Le Samedi 11 décembre 2021, le PS74 à organisé, à la Roche-sur-Foron, un forum éducation dans le cadre de la campagne présidentielle d'Anne Hidalgo.

Ce forum s'est déroulé de 14h à 17h à la Maison des Sociétés. Une vingtaine de personnes ont répondu à l'appel.

Suite à une brève présentation, en rappelant un contexte récent de primaire à gauche, 3 ateliers se sont mis en place afin de discuter et élaborer, sur trois grands thèmes, des propositions.

- Une école ouverte sur la diversité et sur l'avenir, avec « Apprendre ensemble, mixité sociale et inclusion » et « Choisir son avenir : orientation et valorisation des filières de demain ».
- Une école de l'épanouissement personnel et collectif, avec « Former et valoriser les professionnels de l'éducation » et « Favoriser les savoirs en commun : pédagogies, apprentissages, bien-être et citoyenneté ».
- Une école insérée dans la société, avec « L'Éducation au fil des Générations » et « Faire de la culture du sport et de l'éducation populaire ».

La présence, lors de ce forum, de syndiqués, de directeurs départementaux de l'Éducation nationale, d'élus, de spécialistes du handicap et bien d'autres, ont permis d'avoir de bons débats, constructifs et ont abouti à l'élaboration de propositions pour la campagne.

## Exemples de propositions :

- ☞ Pour une valorisation de tous les parcours de formation :
  - aussi bien les voies générales, technologiques que professionnelles ;
  - pour que l'on ne considère plus certaines formations comme des « voies de garages ».
- ☞ Développer de la pédagogie coopérative :
  - avec des formations pour les enseignants ;
  - une construction de programmes plus transversaux entre matières ;
  - pour favoriser le savoir-être (être dans un groupe, la communication et le dialogue) ;
  - pour développer l'esprit critique ;
  - avoir plus de temps en 1/2 groupe pour du débat.

☞ On observe depuis plusieurs décennies une dégradation de plus en plus forte des conditions de travail. Plus de responsabilités et moins de reconnaissance. Il faut donc améliorer les conditions de travail :

- par une augmentation globale des salaires, plus en adéquation avec les niveaux de recrutement et un dégel du point d'indice sur le long terme (enseignants, AE, AESH, CPE...) ;
- en revoyant la formation des nouveaux enseignants (initiale) et en diversifiant la formation continue ;
- par la reprise, par le ministère, de ses responsabilités notamment dans la réforme du bac, des examens (plan d'évaluation par lycée) ;

☞ Pour que les parents se réapproprient l'école et qu'ils aient une compréhension globale de l'école et de son environnement :

- par une lettre aux parents à l'occasion de la rentrée scolaire ;
- par une visite des locaux organisée par les représentants institutionnels concernés.

☞ Pour compenser les inégalités d'accès à la pratique culturelle et sportive qui dépendent trop des collectivités locales :

- la prise en compte d'un programme intégré des pratiques culturelles et sportives par l'Éducation nationale ;
- avoir des enseignants spécialisés dans les disciplines culturelles et sportives dès le primaire ;
- ouvrir l'école sur l'extérieur par des intervenants réguliers pour le suivi des programmes des pratiques culturelles et sportives.

Les autres sont à venir !

Le forum s'est terminé autour d'un pot.

**Julien DEPREZ**  
Secrétaire fédéral à la formation

# Un plan d'action fédéral pour les mois à venir

Le nouveau conseil fédéral composé des 14 membres désignés lors du Congrès fédéral de La-Roche-sur-Foron a tenu sa première réunion le 10 novembre dernier.

Il a tout d'abord procédé à la mise en place du bureau fédéral et du secrétariat fédéral. Ces instances qui sont en charge du quotidien de la fédération se devaient d'être rapidement opérationnelles.

Engagés dans un plan d'action fédéral présenté par le 1er secrétaire fédéral sur la base de quatre grands objectifs et d'une liste de chantiers prioritaires, les secrétaires fédéraux ont tracé les premières actions qui seront mises en œuvre dans les premiers mois.

Frédérique Meynet, secrétaire fédérale à l'organisation et trésorière de la fédération, a évoqué la restructuration des sections.

Le paysage des sections, hérité des années 2010, ne correspond plus à la réalité d'aujourd'hui. Les règles de financement des partis, obligent, de plus, à conduire des réformes qui deviennent urgentes.

Morgan Massonié-Vernay, secrétaire fédéral aux études et au projet et Julien Deprez, secrétaire fédéral à la formation, ont présenté la feuille de route du « pôle idées » qu'ils comptent animer et l'initiative prochaine d'une journée militante.

Fabien Gery et Thomas Barnet, en charge des élections, ont soumis au conseil un texte définissant la ligne que la fédération entend suivre dans la perspective des législatives à venir : en interne, le travail que les sections vont devoir mener pour analyser précisément le contexte politique de chaque circonscription et pour recenser le potentiel de candidat-e-(s) socialistes ; et en parallèle les rencontres exploratoires que la fédération envisage de proposer à ses partenaires potentiels (EELV, PC, Génération.s, les collectifs, etc.).

La campagne présidentielle, dont le pilotage est national, a été commentée et débattue.

Un conseil fédéral exceptionnel qui s'est tenu le 18 décembre est revenu sur le nouveau contexte créé par l'appel de la candidate à se retrouver dans une primaire de la gauche.



**François THIMEL**  
1<sup>er</sup> secrétaire fédéral